

# L'économie européenne vers le krach : qui paiera ?

Date : 9 mars 2017



Michel Lhomme, philosophe, politologue □

Chacun aura reçu récemment de sa banque une mise au point sur la loi Sapin II, relative « à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ». Cette loi est directement placée sous le Haut Conseil de la Stabilité financière (HCSF), haute autorité macro-prudentielle française issue du pouvoir politique et des Banques et chargée d'exercer la surveillance du système financier français dans son ensemble.

La loi a été publiée au Journal Officiel le 10 décembre 2016. Elle est entrée en vigueur le 11 décembre. La loi Sapin II fut relativement médiatisée par les médias alternatifs et discutée sur les réseaux sociaux en raison de son article 49 qui traite particulièrement de l'assurance vie, le placement préféré des Français. En fait, l'article élargit les pouvoirs du Haut Conseil (HCSF) au secteur de l'assurance. Parmi les pouvoirs qui lui sont conférés, le HCSF pourra, pour un assureur au cas par cas mais surtout collectivement, suspendre, retarder ou limiter temporairement les rachats, arbitrages, avances et versements de primes sur les contrats d'assurance-vie pour une durée de trois mois renouvelables.

Il s'agit donc bien de préparer et de légaliser la main basse future des banques et de l'État de manière collective et publique sur l'épargne des Français. Marc Rousset [nous en a entretenu](#) ici-même il y a peu. Le krach devrait avoir lieu fin 2017 ou plutôt en 2018. La victoire de Donald Trump, malgré tout le Trump bashing de la presse à son égard, a provoqué en réalité une

véritable impulsion économique aux États-Unis. Tous les investisseurs ont ainsi révisé à la hausse leur prévision de croissance économique attendue aux États-Unis pour 2017, en prenant en compte les grandes lignes de la politique économique protectionniste du nouveau gouvernement américain. Les baisses d'impôts prévues et les travaux d'infrastructure ont permis d'écarter chez les économistes l'incertitude des derniers mois à savoir les interrogations sur la durée du cycle économique (que nous appellerons par commodité le cycle du « gaz de schiste ») américain et de confirmer les attentes sur la progression du PIB états-unien. Soros a peut-être perdu quelques milliards mais la Banque centrale américaine a souligné la bonne santé de l'économie post-électorale, ce que tous les indicateurs économiques récents confirment, la jugeant même solide pour supporter une nouvelle hausse des taux directeurs.

De son côté, Janet Yellen, présidente de la FED a pris acte de la remontée tendancielle de l'indice des prix à la consommation constatée depuis plusieurs mois outre-Atlantique et anticipé par conséquent les effets inflationnistes inévitables du projet du nouveau président américain. Et pour plaire encore plus aux milieux financiers, Donald Trump veut abroger la loi Dodd Franck adoptée en 2010, avec ses contraintes de ratios de capitalisation, ses stress tests, sa limitation sévère du trading et de la spéculation.

Wall Street a applaudi : la spéculation quasiment en temps réel et simultanée serait complètement débridée. L'indice des valeurs bancaires américain affiche maintenant une progression de 24% depuis l'élection. Or si ce sont les banques américaines qui ont provoqué la crise mondiale de 2008, force est de constater qu'elles sont redevenues aujourd'hui plus fortes que jamais et que Trump va sans doute permettre à l'Amérique de dominer complètement le monde de la finance.

Après quelques mois d'angoisse certaine après le Brexit, la City, un état dans l'État, voit même finalement la sortie de l'Union Européenne et la fin de l'euro comme une chance s'additionnant à l'arrivée du milliardaire Trump au pouvoir et même l'Allemagne pourtant solide vient de rapatrier son or . N'est-ce donc pas d'abord et avant tout l'Europe qui irait si mal et cette fois-ci, le krach ne sera-t-il pas avant tout un krach européen ? Or que font en ce moment les Européens ? La France s'y prépare-t-elle ?

Draghi, le Président de la Banque Centrale Européenne a décidé de prolonger son programme de Quantitative Easing de mars à septembre 2017, c'est-à-dire qu'il a décidé de continuer à faire fonctionner en Europe la planche à billets certes en tentant de réduire la voilure puisqu'il réduit le montant mensuel des rachats d'actifs (la dette colossale et en particulier française des États européens) à un rythme moins élevé, 60 milliards d'euros au lieu de 80 milliards. A quoi correspond cette décision politique d'une politique monétaire beaucoup trop accommodante ? Ne nous leurrions pas. Il s'agit pour Draghi d'opérer une sorte de protection financière pour passer l'année 2017 en raison de trop grands risques politiques. La décision n'est pas rationnelle et économique mais politique. Elle occulte ce qui devrait être mis en urgence : l'importance d'une politique budgétaire équilibrée et des réformes structurelles sans quoi aucune politique monétaire ne pourra aller à bout du grand plongeon prévisible.

En Italie, le nouveau gouvernement a voté en début d'année par décret la création d'un fonds de 20 milliards d'euros visant à sauver les banques en péril et notamment la banque Monte dei

Paschi di Siena. Celle-ci a fait l'objet d'une recapitalisation par l'Europe pour éviter sa clôture. La première banque italienne, UniCredit vient de lancer une augmentation de capital de 13 milliards d'euros pour tenter d'éviter elle aussi la faillite qui la menace en risquant de faire plonger aussi une partie des banques françaises dont la première, la Société Générale. En réalité, le secteur italien ces dernières semaines d'assainir ses bilans et d'éviter le désastre grec.

En Allemagne, un accord de principe a permis de donner de l'air à la Deutsche Bank, le département américain de la Justice ayant réduit de moitié et ramené à 7 milliards de dollars contre 14 milliards le montant de l'amende réclamée en septembre.

Sur quoi parient alors les Européens et les Français pour ne pas plonger demain ? La planche à billets accommodante de Mario Draghi, ou une relance de la consommation ?